

Recherches sociographiques



Pierre BOURGAULT, *Écrits polémiques, 1960-1981. I. La politique*

Réjean Pelletier

Volume 24, numéro 3, 1983

Populations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056059ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056059ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1983). Compte rendu de [Pierre BOURGAULT, *Écrits polémiques, 1960-1981. I. La politique*]. *Recherches sociographiques*, 24(3), 435–437.
<https://doi.org/10.7202/056059ar>

industriel (voir le dernier paragraphe de la page 75). Les explications fournies à propos de la disparition du syndicat « Mine-Mill » du Nord-Ouest québécois, juste avant l'arrivée des Métallos, ne sont pas complètement satisfaisantes, c'est le moins que l'on puisse dire !

Quant aux marxistes des années soixante-dix, l'auteur, à part le fait de mentionner leur existence, n'en dit rien. Que voulaient-ils ? Quel type de syndicalisme préconisaient-ils ? Quelle était la nature des différends qui les opposaient aux dirigeants et aux membres ordinaires du syndicat ? On n'en sait rien. Ce bout de l'histoire récente du syndicat reste à écrire.

L'auteur utilise à une seule reprise l'expression « syndicalisme d'affaires » (p. 238) et c'est après l'avoir encadrée de guillemets et après l'avoir qualifiée d'insulte. On sait que l'expression a souvent été accolée aux Métallos et à son ex-directeur. Au risque de hérissier Jean Gérin-Lajoie, il reste légitime de se demander s'il n'est pas possible, globalement, de catégoriser ainsi le type d'action syndicale des Métallos. Bien sûr, si l'on veut dépasser les images d'Épinal, la dichotomie syndicalisme d'affaires/syndicalisme de combat est trop étriquée, car l'on s'aperçoit toujours que la réalité est plus complexe que ce manichéisme intellectuel le laisse suggérer.

Plusieurs éléments épars dans le livre laissent toutefois deviner un modèle syndical que les Métallos concrétiseraient, modèle hautement valorisé aux yeux de l'auteur qui parle de « leadership intellectuel du syndicalisme québécois » (p. 231) et de sa « conviction de l'importance de ce syndicat pour tous les travailleurs et pour la société québécoise » (p. 243). Il s'agit d'un syndicat organisationnellement puissant, structuré à l'échelle du continent, capable d'affronter de façon implacable les grands et petits employeurs d'une industrie donnée. Un syndicat qui est naturellement l'ennemi des associations de boutique ou autres organisations manipulées directement par les employeurs. Un syndicat qui assure à ses membres un salaire élevé et des avantages sociaux importants (ce thème revient maintes et maintes fois). Un syndicat qui se préoccupe de causes telles que la protection de la santé, et ce, aussi bien au niveau de la convention collective qu'au niveau des pressions à exercer pour arracher de nouvelles législations. Un syndicat qui a les moyens de se payer des programmes de formation et qui réserve une partie de ses fonds à des activités qui élèvent le niveau de conscience de ses membres. Un syndicat qui défend une plate-forme de « gauche » (exclusivement social-démocrate, toutefois) pouvant aller jusqu'à l'appui à certains partis. Un syndicat enfin qui adopte des positions nationalistes militantes, traduisant ainsi sur le plan politique son progressisme intrinsèque.

Serait-ce là la recette du bonheur syndical ? En tout cas, il s'agit d'un portrait agréable à contempler. Sans doute, pour un grand nombre de salariés, cette formule présente-t-elle beaucoup d'attraits, mais elle a le défaut de remettre aux « progressistes » du P.Q. la défense de l'intérêt des travailleurs et elle comporte la même limitation que le réformisme social-démocrate européen : maintenir le mouvement ouvrier en tutelle tout en assurant à ses membres et à ses organisations certains avantages sur le plan du standard de vie.

Serge CÔTÉ

*Module de sociologie,
Université du Québec à Rimouski.*

Pierre BOURGALT, *Écrits polémiques, 1960-1981. I. La politique*, Montréal, V.L.B., 1982, 370p.

Pierre Bourgault est fort à la mode par les temps qui courent : double recueil de ses écrits « polémiques » sur les années 1960-1980, l'un portant sur la politique et l'autre sur le culturel ; autre volume sur le « personnage » Pierre Bourgault qui accepte de se raconter sans honte ni fausse pudeur ; conférences fort courues sur le Québec de ces vingt dernières années. Bref, ce retour à la

vie publique et aux feux de la rampe de celui que plusieurs avaient voulu oublier ou « punir » (selon sa propre expression) après son passage au R.I.N. constitue sans aucun doute la plus douce revanche de ce « passionné » du Québec.

Certes Pierre Bourgault semble vouloir tourner la page (définitivement ?) sur sa vie de militant affirmant, dès le départ de cet ouvrage, qu'il n'a « plus rien à dire comme militant » parce que tout simplement il ne l'est plus et qu'il ne veut plus l'être. Il est difficile de croire que Pierre Bourgault ne sera plus un militant de l'indépendance du Québec à laquelle il a consacré tant d'années de sa vie. Il pourra utiliser d'autres voies que le militantisme dans un parti politique, mais il participera certainement à d'autres formes de combat.

Témoin privilégié d'une époque qui a marqué profondément le Québec depuis vingt ans, il fut aussi un acteur fortement engagé dans une cause qui lui tenait à cœur. Et cet engagement si intense lui a fait croiser le fer bien souvent avec certains membres de l'élite politique et intellectuelle du Québec francophone qui ne partageaient pas ses idées. C'est ainsi qu'il engageait, dès 1961, une polémique avec André Laurendeau, qui croyait en la possibilité pour le Québec de s'épanouir à l'intérieur du cadre politique canadien. Bourgault lui répondit alors sous la forme d'un « message d'un homme libre à une génération qui ne l'est plus ». Plus tard, il manifestait son opposition à Jean Lesage, alors premier ministre du Québec, à cause d'une révolution qui était devenue si tranquille qu'elle s'était endormie.

Mais ce fut surtout René Lévesque, chef du Parti québécois, qui fut l'une de ses cibles privilégiées au cours des années 1970. Un René Lévesque qu'il qualifie d'intolérant, qui a manifesté beaucoup de mépris à son égard, qui n'a jamais voulu l'unité des indépendantistes et qui n'a jamais vraiment accepté la présence de Pierre Bourgault et d'autres membres du R.I.N. au sein du P.Q. Un René Lévesque cependant à qui il voue une certaine admiration, sinon de l'amitié, qu'il considère même comme « le meilleur homme politique que le Québec ait jamais produit » (p. 324), mais avec lequel il fut le plus souvent en profond désaccord. C'est précisément ce mélange d'opposition au plan des idées et d'admiration personnelle qui provoqua tant de querelles entre les deux.

Trudeau, Bourassa, Ryan furent aussi la cible de ses écrits agressifs et nerveux. Du premier, il écrira qu'il a gardé l'arrogance de ses maîtres Jésuites, du second, qu'il en a conservé la duplicité en menant sa vie par personnes interposées, du troisième qu'il est dur et autoritaire et que son austérité et sa vertu apparaissent trop spectaculaires pour ne pas être suspects. D'ailleurs, les deux portraits qu'il trace de Robert Bourassa, le « chef tête heureuse », et de Claude Ryan « en noir et blanc » sont à la fois très durs, mais très réalistes. On comprend que Bourgault veuille désormais quitter la vie publique, quitter sa vie de militant, son style agressif et son combat continu, cesser pour quelque temps sa vie de polémiste après l'avoir été durant vingt ans. Mais pourra-t-il cesser pour autant de se faire le défenseur d'une cause, d'être un militant engagé ?

Par-delà ces écrits plus polémiques, Bourgault a cherché aussi à analyser une situation, celle du Québec et des Québécois francophones dans l'ensemble canadien. Ce qui lui permet, par le biais de chroniques publiées par exemple dans *Point de mire* ou *Le Petit Journal*, de préciser sa pensée sur des sujets de fond. Il privilégie ainsi quelques grands thèmes qui constituent la trame essentielle de sa pensée politique. L'indépendance du Québec forme évidemment le point d'ancrage de cette pensée, mais une indépendance conçue non pas comme une panacée à tous les problèmes, mais comme un instrument pour assurer le développement économique, social et culturel des Québécois. Autre thème majeur : l'unilinguisme français qui va d'ailleurs devenir l'une des pierres d'achoppement dans ses discussions avec le M.S.A. et le Parti québécois en vue de réaliser l'unité des indépendantistes.

Mais cette indépendance et cet unilinguisme français ne trouvent leur justification que par rapport à l'éternelle situation de minoritaires des Québécois francophones face à une population anglophone de plus en plus majoritaire, qui entrave le développement et l'épanouissement de ces Québécois. C'est en analysant une telle situation, en cherchant à comprendre plutôt qu'à

condamner, que Bourgault va resituer dans un contexte plus large les actions du F.L.Q. au cours des années 1960 et plus particulièrement lors de la crise d'octobre 1970.

En définitive, un seul thème résume la pensée et l'action de Pierre Bourgault : l'indépendance du Québec. C'est en même temps ce qui le sépare le plus profondément de René Lévesque qui n'a jamais voulu, selon lui, cette indépendance. C'est aussi le thème dominant de cet ouvrage qui constitue une bonne synthèse de l'histoire politique du Québec depuis vingt ans.

À ceux qui connaissent bien les enjeux majeurs défendus par le R.I.N. et par Pierre Bourgault, ce livre n'apporte rien de bien nouveau. Par contre, il m'a révélé une autre facette de l'auteur, celle du « portraitiste » impitoyable mais en même temps très sensible, agressif mais toujours humain, dur mais profondément vrai. Pour cette galerie de portraits qu'il nous présente ici, il mérite certainement d'être lu.

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval.*

Louis LAROCHELLE, *En flagrant délit de pouvoir. Chronique des événements politiques de Maurice Duplessis à René Lévesque*, Montréal, Boréal Express, 1982, 302p.

Dans la rédaction d'un compte rendu sur un ouvrage, on trouve habituellement quelque chose de positif à écrire, même dans le cas où on a la ferme intention de faire ressortir les faiblesses, erreurs et abus du livre en question. Il doit être dit d'entrée que tout artifice du genre se révèle tout à fait impossible dans ce cas-ci. Celles ou ceux qui ont accroché au programme ambitieux que propose Louis LaRoche doivent amèrement regretter de s'être laissé prendre. L'Office de la protection du consommateur offre peu de recours aux lecteurs dupés, et le retour d'un volume chez le libraire se révèle un geste beaucoup plus périlleux encore que le retour du citron que l'on vient de se payer chez un concessionnaire d'automobiles.

En un mot, *En flagrant délit de pouvoir* est un livre à proscrire de toute bibliothèque qui se veut sérieuse et doit être classé au rang des insanités qui parviennent encore à tromper la vigilance de maisons d'éditions averties, auxquelles on associe généralement les éditions du Boréal Express. De multiples raisons conduisent à poser un jugement aussi radical. Seulement quelques-unes seront ici énoncées ; même le lecteur qui encaisse bien ne doit pas être démesurément mis à l'épreuve.

Dans le petit *Robert*, on définit la chronique comme un « recueil de faits historiques rapportés dans l'ordre de leur succession ». À la lecture de la chronique de LaRoche, force est de constater que bien peu d'événements échappent à son furetage. Cependant, on a bien peine à départager ce qui vaut d'être classé historique de ce qui l'est moins. Pour illustrer l'ampleur du problème, la reproduction d'un seul paragraphe, choisi au hasard des pages, suffira :

« Au cours d'une conférence de presse prononcée le 12 juin [1972], le ministre des Affaires sociales, Claude Castonguay, annonce que les bénéficiaires de l'aide sociale auront maintenant accès gratuitement à quelque 3000 médicaments. Le 16 juin, Robert Bourassa préside aux cérémonies d'inauguration du complexe hydro-électrique de Churchills Falls. Le lendemain, en dépit de ses démêlés avec la justice, Marcel Pepin est reporté à la présidence de la C.S.N. » (P. 171.)

Si le lecteur est assisté social, il reste à lui souhaiter qu'il trouvera dans la liste des médicaments d'accès gratuit ce qui lui aidera à réduire les troubles possibles de digestion qui risquent de résulter d'une telle salade de faits (historiques). D'autant plus qu'en terminant la lecture de cette seule et même page 171, il lui est encore rappelé : 1. le demi-succès des fêtes du Québec ; 2. le « maraudage » mené auprès de la C.S.N. par « sa nouvelle rivale », la C.S.D. et la